



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### Location en courte durée de véhicules de transports de voyageurs avec chauffeur

---













Date et heure limites de réception des offres :

**27 mai 2024 à 11heures**

#### **VILLE DE GENNEVILLIERS**

177 Avenue Gabriel Péri  
BP 217  
92230 Gennevilliers

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Location en courte durée de véhicules de transports de voyageurs avec chauffeur
	<b>Mode de passation</b>	Appel d'offres ouvert
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	Sans
	<b>Délai de validité des offres</b>	120
	<b>Forme de groupement</b>	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	12 mois pour la période initiale
	<b>Négociation</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation.....	4
1.3 - Type et forme de contrat.....	4
1.4 - Décomposition de la consultation.....	4
1.5 - Nomenclatures.....	4
1.6 - Renouvellement.....	4
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Forme juridique du groupement.....	5
2.2 - Délai de validité des offres.....	5
2.3 - Variantes.....	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution.....	5
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement.....	5
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
4 - Contenu du dossier de consultation.....	5
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	6
5.1 - Documents à produire.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	7
7 - Examen des candidatures et des offres.....	9
7.1 - Sélection des candidatures.....	9
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	9
7.3 - Suite à donner à la consultation.....	11
8 - Renseignements complémentaires.....	12
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact.....	12
8.2 - Procédures de recours.....	12
9 - Clauses complémentaires.....	12

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

### Location en courte durée de véhicules de transports de voyageurs avec chauffeur

Il s'agit d'assurer l'acheminement de groupes de voyageurs en fonction des besoins de la Ville dans les conditions détaillées au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Lieux d'exécution :

Gennevilliers (92230) et toutes destinations telles que prévues au cahier des clauses techniques particulières

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum HT annuel est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, les prestations ne font pas l'objet d'allotissement compte tenu de l'homogénéité des prestations.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

## 1.5 - Nomenclatures

CPV Principal	Description
60170000-0	Location de véhicules de transport de personnes avec chauffeur
Code supplémentaire	Description
60172000-4	Location d'autobus et d'autocars avec chauffeur

Nomenclature Interne	Description
42.54	Location de véhicules avec chauffeur pour le transport de personnes

## 1.6 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de groupement, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est le groupement conjoint avec mandataire solidaire

### 2.2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

## 3 - Conditions relatives au contrat

### 3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale du marché et le délai d'exécution des prestations sont fixés au CCAP

### 3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement sur les fonds propres de la Commune.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

### 3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

## 4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) et son annexe "Dématérialisation-mode d'emploi"
- L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1 « Désignation des co-traitants et répartition des prestations »
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cadre de réponse technique.

Le dossier de consultation des entreprises (D.C.E.) est téléchargeable gratuitement et librement à disposition des candidats sur le profil acheteur de la Ville :

<http://marches-publics.ville-gennevilliers.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.  
Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

**Pièces de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés
Le Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.) * ou à défaut, les formulaires DC1 et DC2.

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés
Habilitation aux transports, en cours de validité, délivrée par les services préfectoraux

L'habilitation précitée pourra faire l'objet d'équivalence pour les entreprises étrangères qui pourront quant à elles fournir l'habilitation délivrée par les organismes de leur état d'origine.

\*Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit le **Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E.) dont le Pouvoir adjudicateur recommande l'utilisation**, soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr)

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

#### **Pièces de l'offre :**

Libellés
<p>L'acte d'engagement (AE) et son annexe 1, <b>à compléter, dater et signer</b> par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat ; l'acte d'engagement vise expressément le CCAP et le CCTP.</p> <p><b>La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve du CCAP et du CCTP, il n'y a donc pas lieu de joindre ces derniers à l'offre.</b></p>
<p>Le bordereau des prix unitaires (BPU), <b>complété, daté et signé</b> * aux formats Excel et PDF (<b>l'absence de l'un de ces formats constituera une irrégularité</b>).</p> <p><b>* Le signataire doit être le représentant qualifié de l'entreprise ayant vocation à être titulaire du marché.</b></p> <p><b>L'attention des candidats est attirée sur la nécessité de compléter toutes les lignes du BPU. Le cas échéant, l'absence de chiffrage doit être justifié (ex. : « référence non conforme », « compris dans... ») à défaut l'offre sera déclarée irrégulière.</b></p>
<p>Le cadre de réponse technique (joint au DCE), il devra permettre l'analyse du critère « Valeur technique » (art 7). Seront notamment examinés :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>➤ Les renseignements relatifs à l'organisation</li><li>➤ Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer le respect des délais prévus dans le CCTP</li><li>➤ Les renseignements relatifs à l'état du parc de véhicule</li><li>➤ Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer la sécurité des passagers</li><li>➤ Les aspects environnementaux</li></ul>

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## **6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis**

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

**Le pouvoir adjudicateur impose l'envoi des plis par voie électronique.**

**Pour toute information relative à la transmission des plis, les candidats sont invités à se référer à l'annexe au présent règlement de la consultation "Dématérialisation - mode d'emploi".**

## **6.1 - Transmission électronique**

Depuis le **1er octobre 2018**, la transmission électronique des plis est obligatoire, seuls les plis dématérialisés seront acceptés par le Pouvoir Adjudicateur.

**La transmission des documents sera effectuée sur le profil acheteur du Pouvoir Adjudicateur, à l'adresse URL suivante :**

<http://marches-publics.ville-gennevilliers.fr/>

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation. La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

**Pour toutes informations complémentaires relatives à la transmission électronique des plis, veuillez-vous reporter au document annexé au présent règlement de la consultation "Dématérialisation - mode d'emploi".**

Après attribution, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de rematérialiser l'offre électronique en offre papier pour signature.

Le candidat est invité à créer son "Espace entreprise" sur la plateforme AWS-Entreprise (<http://agysoft.marches-publics.info/fournisseurs.htm>). Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alerte sur les consultations.

Un service de dépôt "Attestation" permet au candidat de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est fourni gratuitement au candidat.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.



## 6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée. Par conséquent, **la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

## 6.3 - Copie de sauvegarde

Le candidat qui remet une offre par voie électronique peut également transmettre par voie postale ou par dépôt à l'acheteur public, en même temps, une copie de sauvegarde, sur papier ou sur support numérique (clé USB, CD...), qui doit comprendre les mêmes fichiers ou informations.

La copie de sauvegarde peut être ouverte par l'acheteur public et se substituer à l'offre transmise électroniquement :

- lorsque l'acheteur public détecte un virus dans l'offre déposée par voie électronique,
- lorsqu'une offre a été transmise par voie électronique sans parvenir à l'acheteur public dans les délais attendus, par exemple, aléas de transmission, panne de serveur, que le candidat peut justifier,
- lorsque l'offre transmise par voie électronique ne peut être ouverte par l'acheteur.

Dans tous les cas, pour être ouverte, la copie de sauvegarde doit être arrivée dans le délai prévu dans l'avis de marché ou l'avis de marché ou les documents de la consultation.

### **Conditions d'envoi de la copie de sauvegarde :**

Cette copie est transmise sous pli par voie postale ou par dépôt chez l'acheteur dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Ce pli, fermé, doit mentionner « copie de sauvegarde » de manière claire et lisible, porter également le nom de l'opérateur économique candidat, l'identification de la procédure.

La copie de sauvegarde est adressée au service de la commande publique à l'adresse suivante :

Mairie de GENNEVILLIERS  
**Service de la Commande Publique**  
177 Avenue Gabriel Péri – B.P. 217  
92230 GENNEVILLIERS

## 7 - Examen des candidatures et des offres

### 7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 5 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

### 7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Critères	Pondération
<b>1 - Valeur technique</b>	<b>50 points</b>
1.1 - Les renseignements relatifs à l'organisation	15 points
1.2 - Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer le respect des délais prévus au CCTP	15 points
1.3 - Les renseignements relatifs à l'état du parc de véhicules	10 points
1.4 - Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer la sécurité des passagers	5 points
1.5 – les aspects environnementaux	5 points
<b>2 - Prix des prestations</b>	<b>50 points</b>

**Le critère n°1 « Valeur technique » pondérée sur 50 points maximum** sera analysé au regard du cadre de réponse technique renseigné par le candidat qui devra répondre aux éléments suivants :

**1.1 - Les renseignements relatifs à l'organisation**

Le candidat apportera les éléments nécessaires à l'analyse de ce sous-critère en apportant notamment les précisions suivantes :

- Effectif total et organigramme de l'entreprise (comprenant les chauffeurs : effectifs, état de service, ...),
- Astreinte téléphonique et modalités de dépannages,
- Prises en compte des commandes,
- Planification et coordination des prestations,
- Spécimen de « bon de transport » (billet collectif) utilisé par le candidat.

**1.2 – Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer le respect des délais prévus au CCTP**

Le candidat apportera les éléments nécessaires à l'analyse de ce sous-critère en apportant notamment les précisions suivantes :

- L'organisation mise en œuvre quant au respect des délais de réservation et d'intervention,
- La procédure mise en œuvre lors des pics de demandes (environ 20 cars en simultanés sur une même journée) pour répondre dans les délais (cf. article 10 paragraphe 3 du C.C.A.P.),
- La capacité d'adaptation du candidat à réaliser les transports dans Paris intra-muros et notamment en petite et grande couronne de Paris pendant la période qui sera impactée par la tenue des Jeux Olympiques et paralympique 2024.

**1.3 – Les renseignements relatifs à l'état du parc de véhicules**

Le candidat apportera les éléments nécessaires à l'analyse de ce sous-critère en indiquant notamment les précisions suivantes :

- Composition précise du parc : nombre de véhicules, détail par catégorie, nombre de places,
- Date de mise en circulation des véhicules,
- Confort du car et volume des soutes par véhicule,

- Copie des cartes grises,
- Copie du dernier contrôle technique.

#### 1.4 – Les renseignements relatifs aux dispositions prises pour assurer la sécurité des passagers

Le candidat apportera les éléments nécessaires à l'analyse de ce sous-critère en apportant notamment les éléments suivants :

- une attestation sur l'honneur qu'il garantit à chaque transport l'effectif suffisant et qualifié pour réaliser la prestation (selon réglementation en vigueur),
- les justificatifs quant aux respects des règles de sécurité (contrat de vérification des extincteurs avec périodicité, contrôle des ceintures de sécurité, marteaux, ...), aux habilitations des chauffeurs : permis de conduire nécessaires (en cours de validité, carte conducteur, FIMO, FCO...), moyens mis en œuvre pour contrôler les temps de conduites des chauffeurs.

#### 1.5 – Les aspects environnementaux

Le candidat apportera tout élément quant aux aspects environnementaux liés à la réalisation de la prestation notamment :

- les mesures mises en œuvre lors des pics de pollution et l'implication du prestataire pour la mise en œuvre des règles de la ZFE sur la région Ile-de-France,
- les mesures de protection de l'environnement mises en place par l'entreprise pour minimiser l'impact de son activité sur l'environnement.

Tout autre élément que le candidat estimera utile à la compréhension de son offre

**Le critère n°2 "Prix des prestations" pondéré sur 50 points maximum** sera analysé sur la base du Bordereau de Prix Unitaires (B.P.U) de chaque candidat à partir d'une simulation type définie par la Ville, identique pour tous les candidats, qui servira de base de comparaison des offres financières.

La note " prix " avant pondération sera calculée comme suit : toute offre égale à l'estimation de la ville se verra attribuée une note de 7/10 ; les notes des candidats seront corrigées en plus ou en moins sur la base de 0.1 point par 1% d'écart, soit par application de la formule suivante :

$$N = 7 + 10 * [(E - O) / E]$$

Dans laquelle :

N : Note sur 10 avant pondération.

E : Estimation réalisée le Pouvoir adjudicateur

O : Prix de la simulation établie avec les prix du candidat

Toute note négative se verra ramenée à 0 ; Les notes seront plafonnées à 10. Le nombre de points obtenus sera arrondi à l'entier le plus proche. Dans l'hypothèse où plusieurs offres auraient une note de 10, celle-ci sera recalculée par la même formule dans laquelle la valeur « E » serait la moyenne des simulations des candidats. Cette note sur dix sera ensuite multipliée par 5 pour obtenir une note sur 50 points.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles seraient constatées, elles seront rectifiées ; l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente".

### **7.3 - Suite à donner à la consultation**

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 6 jours.

## 8 - Renseignements complémentaires

### 8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante :

<http://agysoft.marches-publics.info>

**Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.**

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

### 8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise  
2 Boulevard de l'Hautil  
BP 30322  
95027 CERGY PONTOISE

Adresse internet (U.R.L) : <http://cergy-pontoise.tribunal-administratif.fr/>

## 9 - Clauses complémentaires

---

**Appliquez le principe du « Dites-le nous une fois » !**

---

Pour alléger les charges administratives, les opérateurs sont invités à déposer sur le profil acheteur de la Ville de Gennevilliers les pièces référencées à l'article D8222-5 du code du travail et indiquées ci-après :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale ;
- Lorsque l'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) de moins de trois mois,
  - une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au Répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
  - un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

A ce titre et pour chaque consultation lancée par la Ville pour laquelle le candidat est désigné comme attributaire du marché, le pouvoir adjudicateur n'aura ainsi plus à demander ces pièces sous réserve de leur validité. Les opérateurs économiques doivent mettre à jour leurs attestations sociales et fiscales tous les 6 mois, conformément à la réglementation en vigueur.

Si les opérateurs économiques ne souhaitent pas les déposer sur le profil acheteur, ils peuvent mettre à disposition ces documents soit :

- Par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel

Par le biais d'un espace de stockage numérique (coffre-fort électronique).